

La Lettre

**Solidarité
Laïque**
Éduqués aujourd'hui, plus libres demain

La Lettre de Solidarité Laïque

Prix : 5€ - 1^{er} trimestre 2015 n° 48

Dossier

L'éducation que nous voulons dès 2015 !



© Michel DEBON

French Garden village (SA Laïque)

132

enfants tués dans leur école
lors d'une attaque terroriste
à Peshawar au Pakistan.

273

filles kidnappées au Nigéria,
dans leur école, par la secte
Bokom Haram.

1,6 million

d'enfants vivent en dessous
du seuil de pauvreté en
France.

127 millions

(58 millions d'enfants
et 69 millions d'adolescents)
toujours exclus de l'éducation !



Dominique Thys
Président de
Solidarité Laïque

Edito - Une très bonne année 2015 à toutes et à tous !

Au moment d'écrire cet éditorial pour vous souhaiter une très bonne année 2015 survient l'attentat contre CHARLIE HEBDO qui a fait douze morts et les prises d'otage qui ont suivi. Dix-sept morts à ce stade. Stupeur et consternation ! Dans notre pays, en 2015, des journalistes, des artistes ont été assassiné/e/s pour leurs écrits, leurs caricatures, au mépris de la liberté d'expression qui figure dans la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen de 1789 de la Déclaration universelle des droits de l'homme de 1948. Des policiers ont été tués dans l'exercice de leur fonction, il faut leur rendre hommage, tout comme il faut honorer les usagers anonymes d'un magasin pris pour cible.

« C'est la République tout entière qui a été agressée » comme l'a déclaré le Président de la République. La

manifestation du 11 janvier qui a vu un nombre considérable de citoyen/ne/s descendre dans la rue, de toutes origines, quelle que soit leur philosophie ou leur spiritualité, a démontré que les démocrates et les républicains restent très majoritaires et extrêmement attachés à la laïcité.

A Solidarité Laïque, nos convictions sortent renforcées : tout endoctrinement et tout intégrisme, d'où qu'ils viennent, sont néfastes et nuisibles : rien ne vaut la liberté de conscience, dans le respect réciproque de l'autre. La LAICITE que trop de personnes considèrent comme acquise est malheureusement toujours autant en danger car sans cesse remise en cause.

Notre réponse est simple et ambitieuse et a besoin d'un soutien maximum : éducation, éducation, éducation...

**JE SUIS
CHARLIE**



Sommaire

Actions - p. 2

Réseaux éducatifs ouest-africains : L'éducation que nous voulons dès 2015 !
Dernière ligne droite

Dossier - p. 3 à 6

L'éducation que nous voulons dès 2015 !

Actualités - p. 7

Sri Lanka, il y a 10 ans après
Retournée solidaire avec les enfants de Mayotte.

Actions

Réseaux éducatifs ouest-africains : dernière ligne droite

Le réseau du programme de développement des réseaux pour l'éducation en Afrique de l'ouest (Prodéré-AO) est différent des réseaux éducatifs classiques. Dans sa dimension nationale et transnationale, il est composé d'organisations de praticiens de terrain, se base sur les pratiques concrètes de ses membres.



© M. H. DEBON
Classe du collège-Lycée de Niamey

Depuis 2005, le Prodéré-AO soutient et renforce les organisations de terrain, composées d'éducateurs, de parents d'élèves, de jeunes, de formateurs, de syndicalistes. De 34 organisations en 2005, le programme en a réuni 153 début 2014. Tous engagés, à différents niveaux et dans des cadres distincts mais complémentaires, pour améliorer la qualité de l'éducation dans leurs pays, ils sont de plus en plus en mesure de faire entendre leur voix auprès des pouvoirs publics et des coordinations de la société civile éducative.

De plus en plus crédibles, légitimes et consolidés, les réseaux du Prodéré-AO se positionnent comme des acteurs influents dans leurs milieux éducatifs. 44% des organisations africaines ont une envergure nationale, 23%, une envergure régionale et 33%, une envergure locale. Elles sont pour 62% membres de plateformes nationales et pour 39% de réseaux internationaux.

Vers un niveau d'autonomie viable

En conformité avec les recommandations de Dakar, les organisations travaillent sur le handicap, la petite enfance, l'éducation de base et l'éducation non-formelle dans un souci de cohérence globale. Afin de partager leurs expériences avec d'autres organisations de la société civile, les

groupes thématiques ont réalisé 7 guides méthodologiques et de capitalisation.

Le Prodéré-AO a permis la mise en place d'un cadre de travail original où la concertation entre tous les acteurs sous-tend l'ensemble des actions entreprises, et où les compétences et spécificités de chaque organisation membre sont valorisées.

La phase 3 s'inscrit dans la continuité des actions menées au cours des années précédentes, comme par exemple la lutte contre les violences faites aux femmes ou aux filles en milieu scolaire ou la démythification du handicap au sein des communautés villageoises ou de quartier. Les ambitions identifiées lors du lancement du programme demeurent les mêmes, conformément à une volonté explicite des membres du programme de se positionner sur le long terme. Le soutien à des microprojets locaux (237 depuis 2005) reste d'actualité (une trentaine sont prévus pour 2015).

Ces 4 années supplémentaires sont nécessaires pour permettre aux réseaux nationaux d'atteindre un niveau d'autonomie viable.

Il faut renforcer la voix d'une société civile de terrain dans le cadre du post-2015. Le réseau peut, grâce à cette nouvelle phase, poser les jalons nécessaires à la réussite de ce projet pour améliorer les systèmes éducatifs dans les cinq pays du programme.

Des réseaux actifs sur le terrain pour une éducation de qualité pour tous

Entre 2011 et 2013, le Prodéré-AO a soutenu 169 projets couvrant 5 des 6 objectifs de l'Éducation pour tous, dont 100 projets par le biais du fonds d'appui aux initiatives locales et 69 expérimentations mises en œuvre par les groupes thématiques.

Au total, les activités organisées dans le cadre du programme ont touché, en 3 années, 112 908 personnes, dont :

- 73 987 enfants et adolescents (actions ciblant les 3 à 6 ans, les jeunes en situation de handicap, les filles, en classe et après la classe) ;
- 6 480 encadrants (enseignants, mères éducatrices, animateurs,

etc.) renforcés (formation, sensibilisation, mise en œuvre d'expérimentation, etc.) ;

- 29 371 parents sensibilisés sur les questions du changement de regard sur les enfants en situation de handicap, sur l'importance de la lecture, de la scolarisation des filles, pour une éducation plus inclusive, etc. ;
- 3 070 formateurs et représentant d'organisations de la société civile.

Certains réseaux nationaux ont organisé des actions de sensibilisation à grande échelle. Dans ce cadre, on estime que 9 millions de personnes étaient devant leur poste de télévision pendant les campagnes médiatiques de sensibilisation au Bénin, 8 millions au Mali et 200 000 au Niger.

Dossier

L'éducation que nous voulons dès 2015 !



Pour une éducation équitable, inclusive et de qualité.

Depuis Dakar en 2000, Forum mondial de l'éducation pour tous (EPT), suivi du sommet du Millénaire des Nations unies qui a fixé les objectifs du Millénaire pour le développement, d'importants progrès ont été réalisés dans le domaine de l'éducation dont l'échéance était fixée à 2015. Nous y sommes !

A l'aube de 2015, force est de constater que la marche reste longue pour faire de ce droit humain fondamental une réalité universelle. Il nous faudra donc tenir compte des victoires obtenues mais aussi des échecs du précédent calendrier pour fixer le cap pour le développement durable pour la période 2015-2030. L'enjeu : dessiner le cadre universel où chaque enfant, jeune et adulte aura le droit d'apprendre dans de bonnes conditions. Quelle éducation voulons-nous et défendons-nous ?

Des avancées remarquables ont été permises grâce à ces sommets internationaux qui ont rappelé les Etats à leurs obligations de garantir le droit à l'éducation. Ils ont aussi galvanisé une mobilisation civile mondiale, mais certains domaines cruciaux restent négligés et depuis quelques années les progrès ralentissent et l'EPT est inachevée.

Amélioration de l'accès au détriment de la qualité

Le nombre d'enfants en âge de scolarisation primaire qui ne vont pas à l'école est passé de 108 à 58 millions. Mais derrière ce chiffre le plus spectaculaire, l'amélioration de l'éducation s'est faite au

détriment de la qualité. Deux insuffisances majeures sont pointées du doigt : l'équité et la qualité. C'est un scandale de savoir que dans le monde 250 millions d'enfants ne savent pas bien lire, écrire ni compter, même après quatre ans de scolarité. La qualité est réaffirmée aujourd'hui comme centrale et transversale des actions de l'EPT. De même, globalement, on enregistre de fortes disparités d'accès à l'éducation selon le sexe, les conditions sociales, la localisation géographique... Il faut diriger les services éducatifs vers ceux qui en ont le plus besoin : filles, pauvres, handicapés, réfugiés et déplacés internes, minorités et groupes discriminés, en s'assurant que l'éducation contribue à abolir ces multiples formes de discrimination. Les systèmes doivent s'adapter à la diversité des apprenants. Nous voulons une éducation inclusive pour toutes et tous.

Aujourd'hui s'il nous faut défendre un nouveau cadre d'action pour l'éducation, celui-ci doit être contraignant avec des indicateurs réalistes et mesurables et s'ancrer dans une approche par les droits humains avec une portée large incluant 3 composantes : l'accès, la qualité et l'équité. Un cadre universel nous promet une base équitable pour une vraie coopération entre Etats pour relever ces défis éducatifs mondiaux et partagés. L'éducation doit rester un bien public mondial dont nous sommes tous responsables.

Bilan 2015

Qu'avons-nous appris ?

Port-au-Prince école Isidore Boisrond



Les six objectifs de l'éducation pour tous définis lors du forum mondial de l'éducation à Dakar en 2000 étaient :

- 1- développer l'éducation et la protection de la petite enfance ;
- 2- généraliser l'enseignement primaire ;
- 3- promouvoir l'apprentissage et les compétences nécessaires à la vie courante ;
- 4- réduire de moitié l'analphabétisme des adultes ;
- 5- réaliser la parité et l'égalité entre les sexes ;
- 6- améliorer la qualité.

Ces objectifs étaient certes une réitération d'objectifs déjà formulés auparavant, mais le Forum de Dakar pose alors pour la première fois un cadre d'action dans le temps avec des engagements : les gouvernements du Sud devaient rendre compte de ce qu'ils feraient pour tenir leurs engagements nationaux, les pays du Nord s'engageaient à fournir les ressources nécessaires pour réaliser une éducation de qualité pour tous. L'Unesco a joué un rôle de chef de file et de coordination sur le suivi des engagements, notamment à travers la publication du rapport mondial annuel indépendant de suivi de l'éducation pour tous (EPT).

Pour de nombreux militants du droit à l'éducation, l'échec actuel n'est pas un échec de compréhension mais bien de volonté politique de la part des Etats, qui doivent être les premiers garants de l'accès à ce bien public mondial. Il ne s'agit pas ici d'une incapacité collective à identifier les sujets les plus préoccupants. Au contraire, les aspects de l'éducation actuellement considérés comme nécessitant le plus d'attention, étaient déjà connus à Jomtien (Conférence de 1990) et ont été inlassablement mis en avant depuis ! C'est aussi un échec des objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) Éducation. Ce que confirment les déficits chroniques de financement de l'éducation : si depuis dix ans, de nombreux pays du Sud ont augmenté leurs dépenses intérieures consacrées à l'éducation, les bailleurs internationaux, dont la France, n'ont pas tenu leurs promesses.

Dans la campagne « Pas d'éducation, pas

d'avenir » (Pépa) menée conjointement par des organisations complémentaires de l'école depuis 2001, les projets retenus répondent à un des différents objectifs de l'éducation pour toutes et tous.

Ci-après un bilan de 2000 - 2015 des objectifs de Dakar, puis les perspectives 2015 - 2030 et un exemple Pépa dans chaque cas.

1 Développer l'éducation et la protection de la petite enfance

La proportion d'enfants inscrits dans des programmes d'enseignement pré élémentaire est passée de 33% en 1999 à 50% en 2011. Toutefois, les disparités régionales restent importantes, puisque seulement 18% des enfants étaient inscrits dans des programmes dédiés à la petite enfance en Afrique subsaharienne en 2011.

► **Il convient maintenant de reconnaître le droit à l'éducation dès la naissance, et explicitement comme premier stade de l'éducation.**

La fondation Enfance 2/32 développe un projet d'accueil et d'orientation de la petite enfance à Pereira (Colombie). Elle propose des activités artistiques, encadrées par une équipe de psychothérapeutes, pour des enfants de 2 à 6 ans en situation de vulnérabilité et dont les familles n'ont pas les moyens de leur payer des soins adaptés à leurs besoins.

2 Généraliser l'enseignement primaire

C'est l'objectif qui enregistre les progrès les plus visibles, puisque le nombre d'exclus de l'éducation

à diminué de 50 millions. Cependant, cet objectif ne sera pas atteint d'ici à fin 2015, car 58 millions d'enfants n'étaient toujours pas scolarisés en 2011, et le nombre d'enfants non scolarisés n'a pas reculé depuis 2008. Sur les 58 millions d'enfants non scolarisés, environ la moitié vivent dans des pays en conflit.

► **Cet objectif d'universalisation de l'éducation ne peut être qu'appréhendé au regard aussi de la qualité de l'accueil et des conditions d'apprentissage et dans une continuité éducative, tout au long de la vie. Nous plaçons pour un cycle d'éducation de base d'au moins 9 ans, avec une attention particulière sur l'équité : genre et groupes marginalisés.**

Construction et équipement en mobilier scolaire d'une école de trois classes dans le hameau de Gnanfouanou (Burkina Faso) à la frontière du Niger. Très éloigné des grands centres, ce village n'a aucune structure éducative et la population scolarisable est d'environ 200 élèves.

3 Promouvoir l'apprentissage et les compétences nécessaires à la vie courante

En 2011, 69 millions d'adolescents n'étaient pas scolarisés, soit une réduction de 31% par rapport à 1999. Il persiste un nombre important de jeunes exclus qui n'acquiescent même pas les compétences fondamentales en alphabétisme et en calcul. L'explosion du chômage des jeunes intensifie l'urgence d'atteindre cet objectif (75 millions de jeunes entre 15 et 24 ans étaient au chômage selon le bureau international du travail en 2011).

► **Cet objectif s'est révélé difficile à suivre, compte tenu de sa formulation ambiguë, d'où la nécessité d'un travail sur des indicateurs précis et mesurables. L'éducation doit permettre l'acquisition de compétences nécessaires pour accéder à un emploi décent et vivre dans la dignité, en améliorant les passerelles entre les cursus secondaires (général, technique, professionnel) et entre la formation et la vie active.**

Ce projet permet de former au métier agricole, après leur scolarité primaire, des jeunes filles de 15 à 18 ans de la commune rurale de Betanatanana (Madagascar).

4 Réduire de moitié l'analphabétisme des adultes

C'est sûrement un des plus grands échecs de ce cadre. Le taux mondial d'alphabétisation des adultes n'a augmenté que de 82 à 84 %. En 2011, 774 millions d'adultes étaient encore analphabètes (dont deux tiers de femmes). Le problème touche également les pays du Nord : on estime à 160 millions le nombre d'adultes possédant des compétences en alphabétisme très insuffisantes dans les pays de l'OCDE.

► **Les programmes d'alphabétisation doivent mettre l'accent sur les compétences nécessaires pour participer pleinement à la société (alphabétisme, numérotique) et un accent fort doit être porté sur les femmes et les plus exclus.**

Aménagement d'un centre d'alphabétisation et de documentation à Lablango (Burkina Faso), tout en transmettant les compétences aux adultes dans la gestion du centre.

5 Réaliser la parité et l'égalité entre les sexes

La parité des sexes dans l'enseignement formel était une cible à atteindre en 2005. Malgré des progrès, elle reste inachevée pour 2015. En 2011 la parité des sexes n'était atteinte que dans seulement 60% des pays au niveau de l'enseignement primaire et dans 38% des pays au niveau secondaire. L'égalité, beaucoup plus dure à appréhender avec des chiffres, est encore loin d'être acquise !

► **L'égalité des genres dans l'éducation ne peut se fonder dans un objectif scolaire, elle doit être transversale à tous les domaines éducatifs et de formation.**

Le Boulkiemde est l'une des plus grandes provinces du Burkina-Faso en nombre de population, et les cas de violences faites aux filles dans cette région se sont accrus. Ce projet est axé sur la formation en informatique des jeunes filles afin de les soutenir à s'ouvrir sur la société et le monde via les TIC et une campagne d'information sur les droits des femmes et des jeunes filles.

6 Améliorer la qualité

Le manque d'enseignants et d'éducateurs formés, reconnus par un statut, est un indicateur d'une éducation de piètre qualité car ils sont la clé de voute de la qualité des apprentissages et de la motivation des apprenants. Les enseignants formés représentent, dans certains pays, à peine la moitié des enseignants du primaire (Bénin 47%, Sénégal 48%).

► **Comme l'égalité, la qualité doit traverser l'ensemble des objectifs, elle recouvre les apprentissages, la formation et qualification des éducateurs... mais aussi les contenus à acquérir, élémentaires pour s'insérer dans la société. Elles comprennent aussi les capacités sociales, créatives, l'éducation à la citoyenneté, au développement durable qui doivent permettre de préparer le citoyen d'aujourd'hui et de demain.**

A Kaboul, Afghanistan, formation de 560 enseignants sur 5 ans, en mathématiques, physique, chimie, pédagogie, etc. Les formations seront effectuées par des Afghans.



L'éducation que nous voulons dès 2015 !

Interview de Kailash Satyarthi

« L'éducation est le meilleur investissement »



© DR

Fondateur de la Campagne mondiale pour l'éducation, Kailash Satyarthi a obtenu, avec la jeune Malala Yousafzai, le prix Nobel de la Paix.

Retour sur son engagement en faveur de l'éducation et contre le travail des enfants dans un entretien accordé à Altermondes en décembre 2014
www.altermondes.org

Quelles sont les conséquences de la globalisation sur les populations pauvres et sur le travail des enfants ?

La globalisation a eu des effets positifs pour certains pays, comme la Chine, le Brésil l'Afrique du sud ou encore l'Inde, mais lorsque l'on regarde de plus près l'effet concret sur les populations les plus pauvres, on se pose des questions. La libéralisation des lois a entraîné une course vers une recherche de ressources et surtout de main d'œuvre bon marché – voire gratuite. Les multinationales qui investissent dans les pays en développement font appel à des sous-traitants, et les enfants se retrouvent au bout de cette chaîne, et sont exploités.

Cependant il y a quand même une bonne nouvelle : une partie de la société civile et des médias en sont conscients et dénoncent les problèmes. Par exemple, il y a quelques années quand le travail des enfants esclaves dans l'industrie du tapis a éclaté au grand jour, l'industrie a dû changer. Il a également été établi que des enfants travaillent pour de grandes marques mondiales ; les codes de conduites et les responsabilités sociétales ont dû changer.

Les multinationales : des alliés pour défendre la cause des enfants ou des adversaires ?

En fait, elles sont les deux à la fois. C'est une situation très difficile : les entreprises sont à la fois nos amies et nos adversaires. Elles font de l'argent en réduisant les enfants en esclavage. Ce ne sont pas les gens les plus nobles du monde, certains sous la pression des médias, des consommateurs et de la société civile ont accepté de se moraliser. Nous félicitons les entreprises qui ont suivi ce chemin ; mais l'économie mondiale ne peut continuer à vivre de la sueur et du sang des enfants. Beaucoup

d'entreprises se sont ralliées à notre combat, mais certaines continuent de jouer un double jeu. D'un côté, elles disent : « On n'emploie pas d'enfants », mais d'un autre côté, elles ne veulent absolument pas faire le travail de contrôle sur le terrain. Certaines se trouvent des excuses : « C'est très difficile. La chaîne logistique est si complexe. Nous ne la contrôlons pas ». Ce sont de simples prétextes car elles contrôlent toute la chaîne économique, des bénéfices aux produits eux-mêmes.

Qu'en est-il des conditions de vie des filles ?

Très souvent les gens ne veulent pas voir le sort des jeunes filles qui subissent une servitude cachée, ce que j'appelle l'esclavage invisible. Elles vivent parfois chez leurs employeurs. Elles perdent ainsi leur liberté et surtout la possibilité de s'instruire et d'avoir un avenir. C'est une énorme violation des droits de l'enfant. Je parle d'esclavage invisible pour deux raisons : premièrement, dans les mentalités, beaucoup de gens pensent que les filles doivent travailler et ne pas aller à l'école. Deuxièmement, dans de nombreux pays, le travail domestique n'est pas illégal. D'un côté c'est un problème culturel et de l'autre un problème légal.

Quel est le rôle de l'éducation pour palier à cette situation ?

L'éducation est le meilleur investissement car cela profite aux individus et au développement d'un pays. Malheureusement, le monde ne s'investit pas assez dans l'éducation. Pourtant, une infime partie du budget annuel consacré à l'armée suffirait à résoudre le problème d'analphabétisme des enfants. Cela pourrait permettre l'éducation de tous nos enfants, mais les gouvernements ne sont pas prêts à arrêter les guerres.

Il faut noter, avec inquiétude, l'augmentation de la violence contre les enfants et le personnel enseignant en 2014. Toutes les attaques contre l'éducation doivent être condamnées fermement. Le cadre post 2015 pour l'éducation doit en tenir compte et garantir le droit à l'éducation de toutes et tous en sécurité.

Actualités

■ Sri Lanka, 10 ans après.

Il y a 10 ans, le 26 décembre 2004, l'est et le sud de Sri Lanka sont ravagés par un raz-de-marée et la quasi-totalité des installations détruites. Au total, cette tragédie fait 40 000 morts, 250 000 sinistrés et plus de 520 000 déplacés répartis dans 800 camps provisoires. Dès l'annonce de ce désastre, Solidarité Laique et ses membres décident de lancer un appel à don. En ce temps d'urgence, pas question d'oublier l'éducation ! Il faut agir auprès des enfants pour qu'ils puissent continuer à grandir, à s'instruire et à s'épanouir. Dès avril 2005, de nombreux projets se dessinent ayant pour objectif de contribuer à mettre l'éducation formelle et informelle au cœur de la reconstruction post-tsunami : reconstruction d'école, accompagnement psychologique, promotion de l'éducation non-formelle...



© Solidarité Laique

Enseignantes de maternelle en formation

Ces projets réussis et les partenariats locaux tissés ont permis de continuer à mener des actions collectives autour de la petite enfance dès 2008. 10 ans après, Solidarité Laique est toujours présent, à travers ses partenaires et ses organisations membres, à Sri Lanka, avec comme ambition de renforcer les capacités de gestion des acteurs de l'éducation, de soutenir la concertation entre les parties prenantes et de faire reconnaître officiellement le statut d'enseignante maternelle à travers une action de plaidoyer.

■ Voyage au cœur des droits de l'enfant



© Solidarité Laique

A la croisée du 25^e anniversaire de la Convention relative aux droits de l'enfant et de la journée internationale des droits de l'homme, Solidarité Laique a été fortement mobilisée pour la préparation de l'événement « Voyage au cœur des droits de l'enfant » organisé par le collectif Agir ensemble pour les droits de l'enfant qu'il coordonne avec DEI France.

Objectif de la journée : présenter et mettre en débat

les grands axes du premier véritable rapport alternatif collectif co-rédigé par plus de 50 organisations partenaires du projet sur la situation des droits de l'enfant en France. Ce rapport sera remis aux Nations Unies en mars 2015. Les enfants et les jeunes, via un parcours spécifique, ont également été étroitement associés et amenés à réfléchir sur leurs droits et à donner leur avis sur le contenu du rapport.

Le collectif a également poursuivi le dialogue sur ces questions avec les pouvoirs publics en présence de Laurence Rossignol, Secrétaire d'Etat à la Famille, aux Personnes âgées et à l'Autonomie et de Claudy Lebreton, président de l'Assemblée des départements de France. L'objectif est de construire ensemble (société civile et pouvoirs publics) des politiques publiques cohérentes, pour un meilleur respect des droits de l'enfant sur notre territoire.

■ Rentrée solidaire avec les enfants de Mayotte.

Fin de l'étape 1- la collecte 2014 : un grand merci « Marhaba ! »* à vous Tous !

Fin 2014, le bilan des animations pédagogiques et des actions de solidarité pour les enfants et jeunes Mahorais s'enrichit de jour en jour par des remontées sympathiques de la part des 400 structures éducatives repérées qui ont relayé la Rentrée solidaire auprès des enfants, des jeunes, des parents. Bravo aux courageux qui ont tenté la course de pneus comme à Mamoudzou mais sur terrain pluvieux, à ceux qui ont réalisé poèmes et acrostiches, blogs et page Facebook dédiée, affiches et même court métrage !

Jusqu'à l'été, il est possible de faire un don pour

l'achat de petits matériels pédagogiques, et pour soutenir des micro projets éducatifs.

Découvrez les contributions pédagogiques, les projets originaux et les défis de l'éducation à Mayotte sur www.uncahier-uncrayon

*merci en shimaoré



Course de pneus à Saint Xandre

Organisations membres de Solidarité Laique : Les associations : ADOSEN • ANIMAFAC • ASL • AFEV • ALEPPA • APAJH • CEMEA • DDEN • EEDF • ENTRAIDE ET SOLIDARITE DES LIBRES PENSEURS DE FRANCE • ENTRAIDE UNIVERSITAIRE • FAS • FCPE • AROEVEN • FTICR • LEO LAGRANGE • FRANÇAIS DU MONDE-ADFE • GODF • GLMU • GCU • GREF • JPA • LIGUE DE L'ENSEIGNEMENT • MAIF PREVENTION • ARTS ET VIE • DROITS HUMAINS • CMR • FRANÇAS • PEP • LDH • MAE PREVENTION • MLF • OMEP • Les coopératives : CASDEN • CME • OCCE • Les fondations : FONDATION GROUPE CHEQUES DEJEUNER • FONDATION MACIF • Les mutuelles : MAEE • LMDE • MAIF • MAE • MUTUELLE DES MOTARDS • Les syndicats : CGT-FO • FSU • SE-UNSA • SGEN-CFDT • SI.EN UNSA EDUCATION • SNUIPP-FSU • UNSA • UNSA EDUCATION

En bref



> Course des héros 2015

Mobiliser sur les enjeux de l'éducation pour toutes et tous, faire connaître Solidarité Laique et lever des fonds pour l'association : tel est l'objectif de cette seconde édition de la Course des héros. Rendez-vous le dimanche 21 juin pour courir ou marcher 6 kilomètres au parc de Saint-Cloud, dans une ambiance festive.

A vos baskets et vos agendas !

Pour tout renseignement sur l'inscription, contacter Majda Devienne au 01 45 35 13 13.

> Un nouveau président pour Coordination SUD

Judi 4 décembre, Philippe Jahshan, délégué aux actions de coopération internationale de Solidarité Laique, a été élu président de



Coordination Solidarité-Urgence-Développement à l'unanimité par le conseil d'administration. Il s'engage à « continuer à développer la notoriété de Coordination SUD (plateforme des ONG françaises) au travers d'une stratégie sur trois échelles : nationale, européenne et internationale... »

www.coordinationsud.org

> Solidarité Laique en ligne : pour nous suivre et nous faire connaître



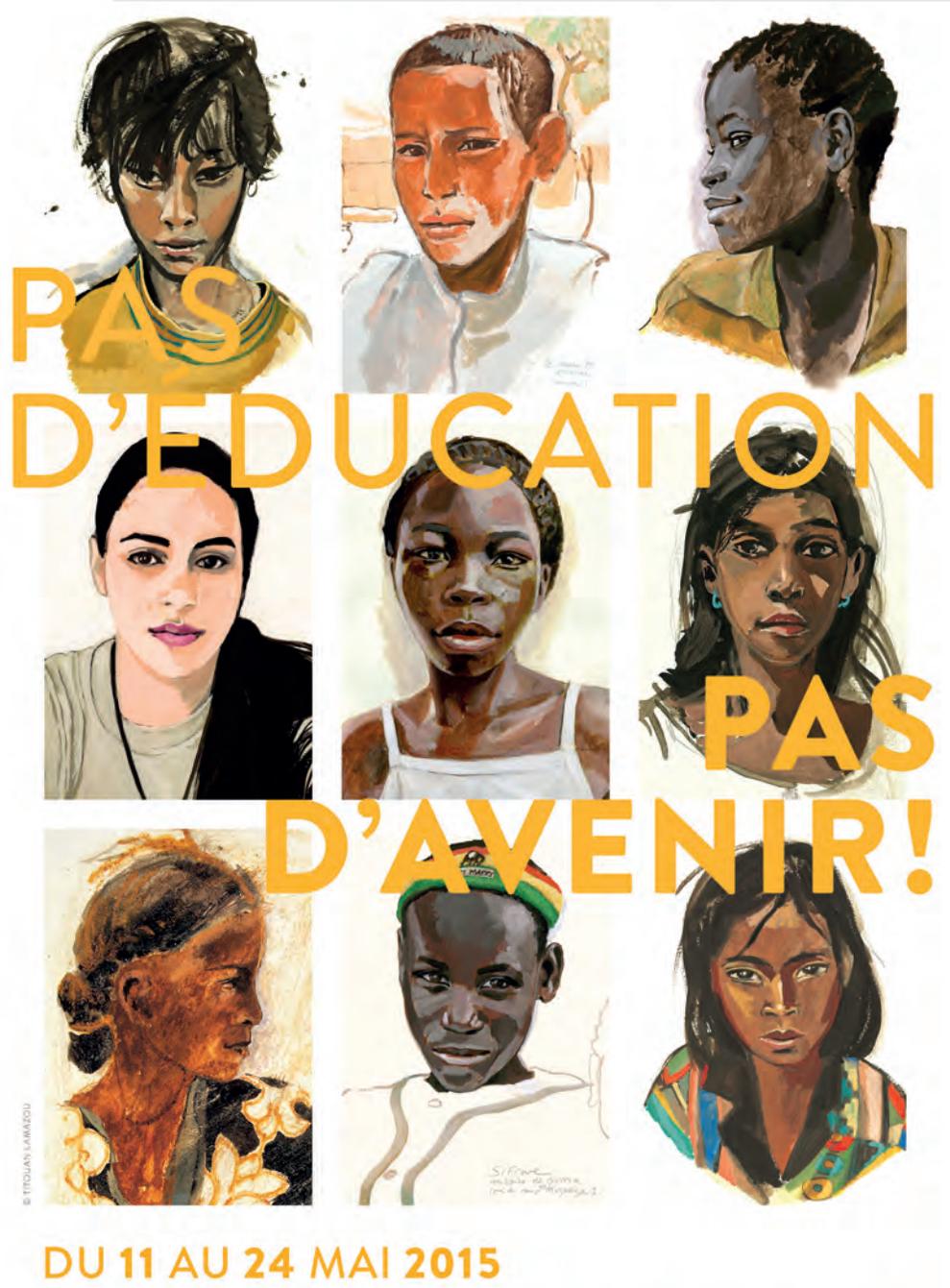
Des informations régulières, des temps forts de mobilisation, des témoignages de partenaires, des analyses et des interviews... Connectez-vous pour suivre nos actus et les transmettre autour de vous d'un seul clic !

Je m'abonne à la lettre d'information numérique : www.solidarite-laique.org

Je me connecte sur Facebook :

www.facebook.com/solidarite.laique

Je suis le flux d'actualité sur Twitter : twitter.com/SolidLaique



DU 11 AU 24 MAI 2015

pasdeducationpasdavenir.org

organisé par avec le soutien de en partenariat avec

Solidarité Laïque **BON DE SOUTIEN**

(À retourner dans l'enveloppe réponse jointe sans l'affranchir)

OUI, je soutiens **Solidarité Laïque** pour financer la Campagne « Pas d'éducation, pas d'avenir ! » et favoriser l'accès à l'éducation pour tous, **je fais un don de :**

30€ **40€** 50€* 70€ 100€ À ma convenance :€

► Merci de m'adresser à l'adresse ci-dessous le **reçu** me permettant de déduire de mes impôts **les deux tiers** de ce versement.

Vos avantages fiscaux

66% de déduction fiscale*

Vous donnez	Déduction	Coût réel
50 €	33 €	17 €

Nom : Prénom :
 Adresse :
 Code postal : [] [] [] [] [] Ville :
 (Facultatif) Email :

Je souhaite recevoir la **newsletter Internet** de **Solidarité Laïque**.

Je recevrai le reçu fiscal me permettant une déduction d'impôts de 66%, soit les deux tiers de ce montant, mais donnant à l'association la possibilité d'agir 3 fois plus qu'il ne me coûte.

4COUV0215